

En Pologne, le chantier colossal du mur anti-migrants est lancé

Par Jean-Baptiste François, le 25/1/2022 à 12h04

Présenté comme nécessaire face aux « attaques hybrides » de la Biélorussie, qui pousse les migrants par milliers vers son voisin, le mur voulu par Varsovie est l'objet de vifs débats en Pologne, mêlant géopolitique, humanitaire, solidarité financière et risque environnemental.



Le chantier est lancé. Il ne connaîtra pas de repos tant que le fameux mur anti-migrants annoncé en novembre par le gouvernement ne sera pas achevé. D'ici à la fin juin, espère Varsovie. Les ouvriers et leurs machines vont se relayer nuit et jour.

→ À LIRE. En Pologne, les migrants dans le piège de la frontière

Trois entreprises polonaises ont été retenues après un appel d'offres pour faire sortir de terre cette palissade de 5 mètres de haut et de 186 km de long. Pour tenir les délais, les prestataires ont divisé l'ouvrage en quatre sections édifiées simultanément. L'ensemble reposera sur quelque 50 000 poteaux en acier surmonté d'une bobine de barbelés de 50 cm et d'un système électronique de détection de

mouvement.

Ralliée par les pays Baltes

Cette construction a un coût non négligeable : 1,6 milliard de zlotys (350 millions d'euros). Et nourrit les débats entre Européens sur le financement des murs aux frontières extérieures : lors d'une conférence sur la gestion migratoire organisée à Vilnius (Lituanie), vendredi 21 janvier, 16 pays européens ont signé une déclaration commune demandant à Bruxelles un « *soutien financier adéquat* » pour la construction « *d'infrastructures physiques* ».

Menace russe : coup de panique dans la Baltique

Les trois pays Baltes se sont ralliés dans ce combat à la Pologne, aux côtés de l'Autriche, la Bulgarie, la Croatie, Chypre, le Danemark, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, Malte, la Roumanie, la Slovaquie, et la Slovénie. L'affaire a pris un tour particulièrement grave dans les pays de l'ancien bloc de l'Est, alors que la Biélorussie d'Alexandre Loukachenko a annoncé des manœuvres militaires communes avec la Russie aux portes de l'Europe entre le 10 et le 20 février.

Sans les fonds européens

Pour l'heure, Bruxelles n'envisage pas de leur répondre positivement. « *Si les États membres ont envie de construire des clôtures, ils peuvent le faire, mais la Commission a depuis longtemps pris la décision de ne pas financer de murs ou de barbelés* », a répondu la commissaire en charge des migrations, Ylva Johansson. La Suédoise a rappelé à la Lituanie, qui a déjà construit sa propre barrière, ainsi qu'à la Pologne que les « *refoulements de migrants n'ont pas leur place dans le système juridique de l'Union européenne* ». Les demandes d'asile doivent être instruites, quitte à être déboutées par un juge.

→ **REPORTAGE.** « Nous ne devons pas céder à la peur de l'étranger » : en Pologne, des évêques plaident pour les migrants

La création du mur, globalement soutenue par l'opinion, rencontre des poches de résistance parmi les ONG de défense des droits de migrants en Pologne, mais aussi parmi certains habitants de Podlasie, la région riveraine, où les pétitions se multiplient. Dans une lettre au commandant en chef des gardes-frontières et à la principale entreprise de construction retenue pour la construction, Budimex, des Polonais dénoncent le climat délétère qui règne depuis plusieurs mois. Le mur n'est qu'un élément de la surveillance de cette frontière, où sont amassés quelque 15 000 soldats mobilisés par l'état d'urgence. « *Notre maison s'est transformée en zone militarisée, traversée d'innombrables voitures, véhicules de combat, troupes armées et hélicoptères* », dénoncent-ils.

Des arbres, pas des murs

D'autres s'inquiètent pour leur joyau naturel, la forêt primaire de Białowieża, classée Natura 2000 et au patrimoine mondial de l'Unesco depuis 1979. La circulation des lynx, loups et autres bisons dans cet espace situé à cheval entre la Biélorussie et la Pologne pourrait être entravée. Les défenseurs de l'environnement craignent de nouvelles coupes interdites sur une large bande.

→ **DÉBAT. Les murs peuvent-ils arrêter les migrants ?**

Une autre mobilisation lancée par des élus locaux du parti d'opposition au gouvernement, la Plateforme civique (PO), implore « *d'interférer le moins possible avec la nature* » tout en craignant la destruction de ce « *grand monument national* ». La question environnementale pourrait s'ajouter à la longue liste de griefs avec l'UE, dont la justice a ordonné en 2017 l'arrêt des coupes d'arbre. Ces dernières avaient triplé depuis l'arrivée au pouvoir à Varsovie du parti ultraconservateur Droit et justice (PiS). Mais depuis octobre dernier, le tribunal constitutionnel, inféodé au pouvoir exécutif, a décrété la primauté du droit national sur les jugements européens.

À Bialowieza, la forêt primaire de la discorde

De la manipulation migratoire aux manœuvres militaires

► Depuis la fin juin 2021, la Biélorussie a mis fin à sa participation au « partenariat oriental » avec l'Union européenne, en représailles aux sanctions imposées contre le régime d'Alexandre Loukachenko. Depuis, ce dernier encourage le passage de migrants vers la Pologne et la Lituanie.

► Ces tensions ont pris une nouvelle tournure, le 17 janvier, tandis que la Russie menace d'un nouveau conflit armé en Ukraine : Minsk envisage des manœuvres militaires communes avec Moscou entre le 10 et le 20 février.

► Des trains entiers d'équipements militaires ont été filmés par des internautes lors de leur transfert en Biélorussie. L'arsenal prévoit deux systèmes de missiles sol-air S-400, ainsi que 12 avions de combat Su-35.

Jean-Baptiste François